TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME

Baromètre trimestriel

Septembre 2018

Focus

PME et Responsabilité Sociétale de l'Entreprise

Principaux résultats

- **Trésorerie** : La situation de trésorerie des PME est jugée en amélioration depuis le printemps et la proportion de chefs d'entreprise qui la jugent aisée est au plus haut. Cette embellie resterait toutefois de courte durée, du moins si les anticipations de dégradation de la situation de trésorerie dans les trois prochains mois que retiennent les chefs d'entreprise venaient à être confirmées.

- **Investissement** : 3 PME interrogées sur 5 anticipent d'investir au cours de cette année et l'enveloppe dédiée à l'investissement serait en accroissement, l'indicateur prévisionnel progressant de 8 points sur un an. Ce sont à la fois les besoins de renouvellement mais aussi de modernisation des équipements qui motivent ces dépenses bien avant l'extension des capacités ou l'introduction de nouveaux produits ou procédés.

- **Accès au crédit** : Les PME ont tendance à recourir de plus en plus aux concours bancaires, qu'il s'agisse de financer leur exploitation courante ou leurs investissements. Les conditions d'accès au crédit paraissent aisées : la proportion d'entreprises déclarant avoir rencontré des difficultés est en recul, quel que soit le type de financement.

- **Freins à la croissance** : Ce sont à nouveau les difficultés de recrutement qui sont perçues comme le principal frein à l'activité et ce pour une proportion encore croissante d'entreprises. En effet, 56 % d'entre elles citent ces difficultés comme premier frein à l'activité loin devant le niveau de la concurrence (44%). A noter que si le manque de débouchés ne limiterait que très marginalement la croissance, en revanche une proportion accrue de PME fait part de perspectives de demande dégradées.

- **PME et RSE** : 1 PME interrogée sur 5 déclare avoir mis en place une démarche RSE, une proportion stable. Le manque de moyens humains et de temps explique pourquoi la démarche RSE n'est pas perçue comme une priorité par 47 % des chefs d'entreprise. Parmi les entreprises ayant mis en place une démarche RSE, la proportion de celles ayant conduit une action dans le domaine environnemental s'accroît. Elle est de 84 %. Les actions conduites portent de plus en plus sur chacune des modalités : gestion des déchets, protection de la biodiversité, utilisation durable des ressources. La santé et la sécurité au travail sont les domaines d'application privilégiés en ce qui concerne les aspects sociaux de la RSE ainsi que la loyauté des pratiques en matière de développement durable. La démarche RSE est de plus en plus souvent sanctionnée par le recours à la certification ainsi que par un bilan carbone. Si 52 % des chefs d'entreprise jugent que cette démarche a un impact « image » favorable pour leur entreprise, 37% jugent qu'elle n'a pas d'effet positif à ce jour. Enfin, la proportion d'entreprises envisageant de mettre en place des plans de formation a un peu reculé depuis un an et les formations plébiscitées sont de plus en plus celles liées à l'acquisition de compétences techniques.

SOMMAIRE

01. Résultats de l'enquête

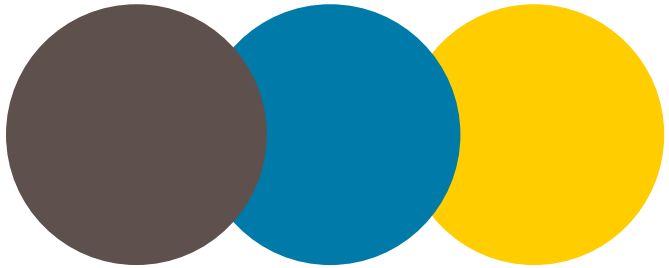
02. Focus : PME et Responsabilité Sociétale de l'Entreprise

03. Méthodologie

04. Bpifrance Le Lab, Rexecode

01.

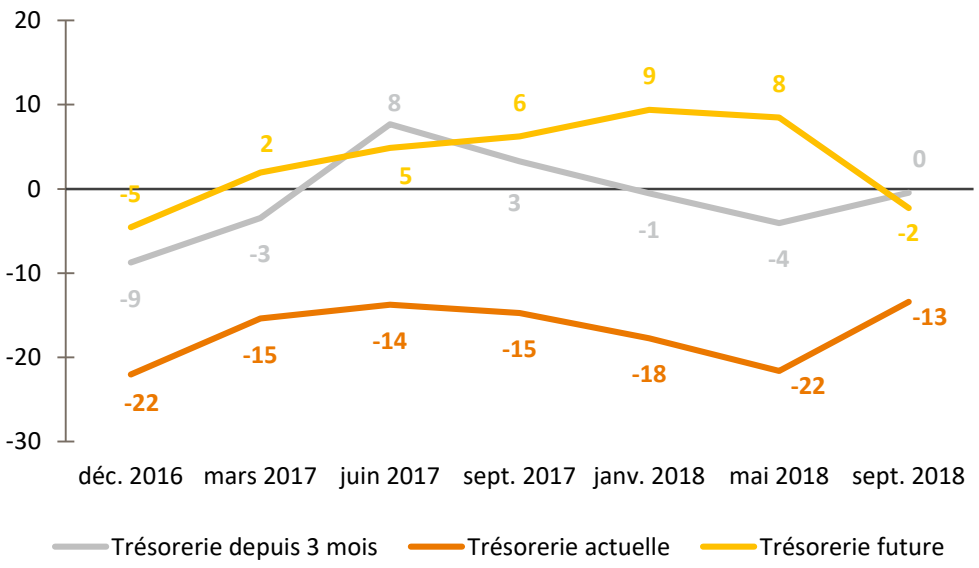
Résultats de l'enquête



Trésorerie

- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est… ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle… ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera… ? en amélioration / stable / en dégradation

Solde d'opinion (%)



Au cours des 3 derniers mois, les trésoreries se sont assouplies mettant fin à 3 trimestres consécutifs de dégradation. L'indicateur gagne 4 points entre mai et septembre mais s'inscrit en recul de 3 points sur un an.

Corroborant cette amélioration, l'indicateur de la trésorerie actuelle progresse de 8 points à -13 entre mai et septembre, son meilleur niveau depuis le début du Baromètre.

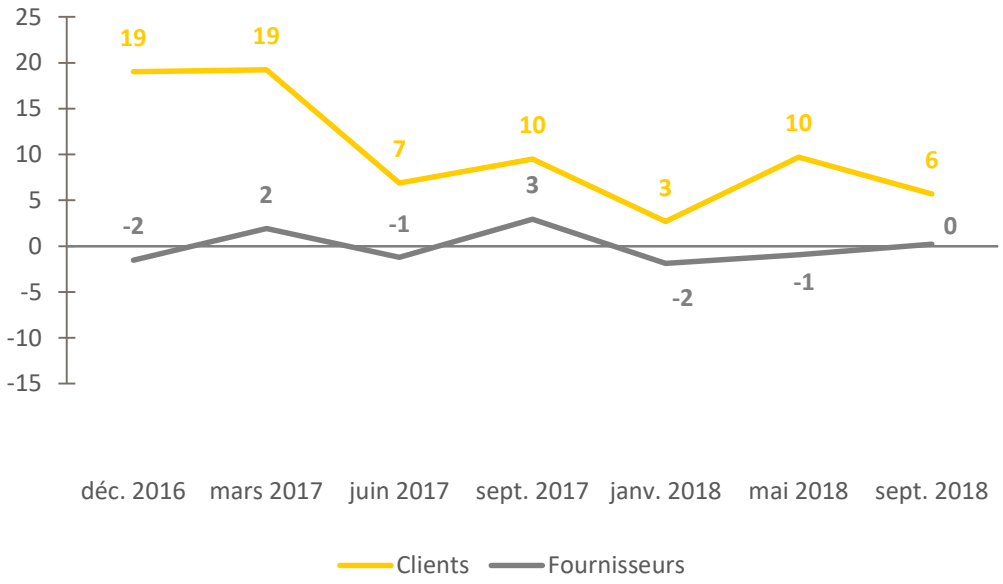
Pour autant, les perspectives à court terme se dégradent (repli de 11 points du solde d'opinion à -2).

Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Délais de paiement

- Les délais de paiement de vos clients sont-ils… ?
- Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils… ?
  en augmentation / stables / en recul

Solde d'opinion (%)



En septembre, les délais de paiement des clients se sont raccourcis par rapport au mois de mai 2018 et sur un an. Sur ces périodes, l'indicateur s'est replié de 4 points à +6.

Celui des délais fournisseurs se stabilise sur la période récente (+1 point entre mai et septembre 2018 à 0) et progresse légèrement sur un an (-3 points).

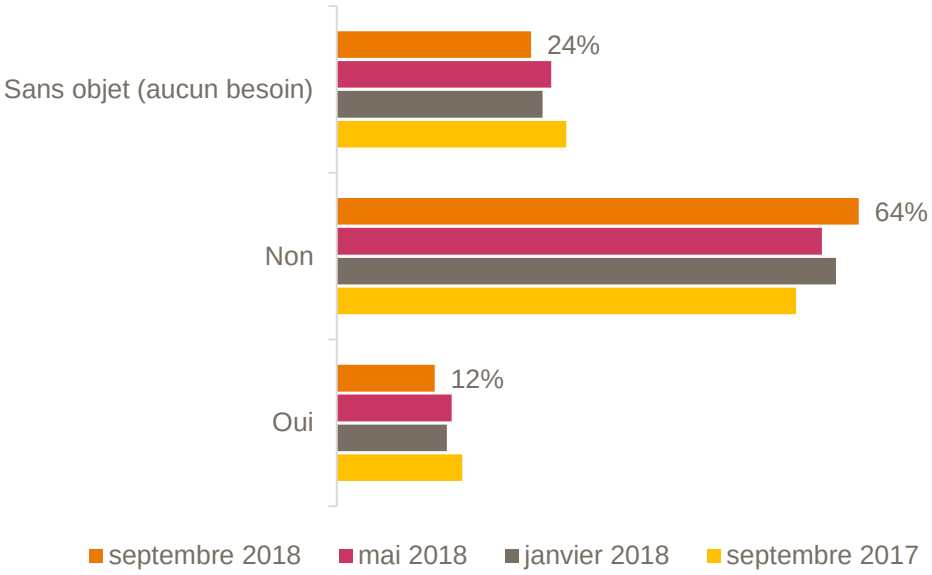
Les délais de paiement sont globalement bien orientés sur un an dans un contexte économique très favorable dans la majorité des secteurs.

Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.
Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Financement de l'exploitation courante

- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

% des répondants



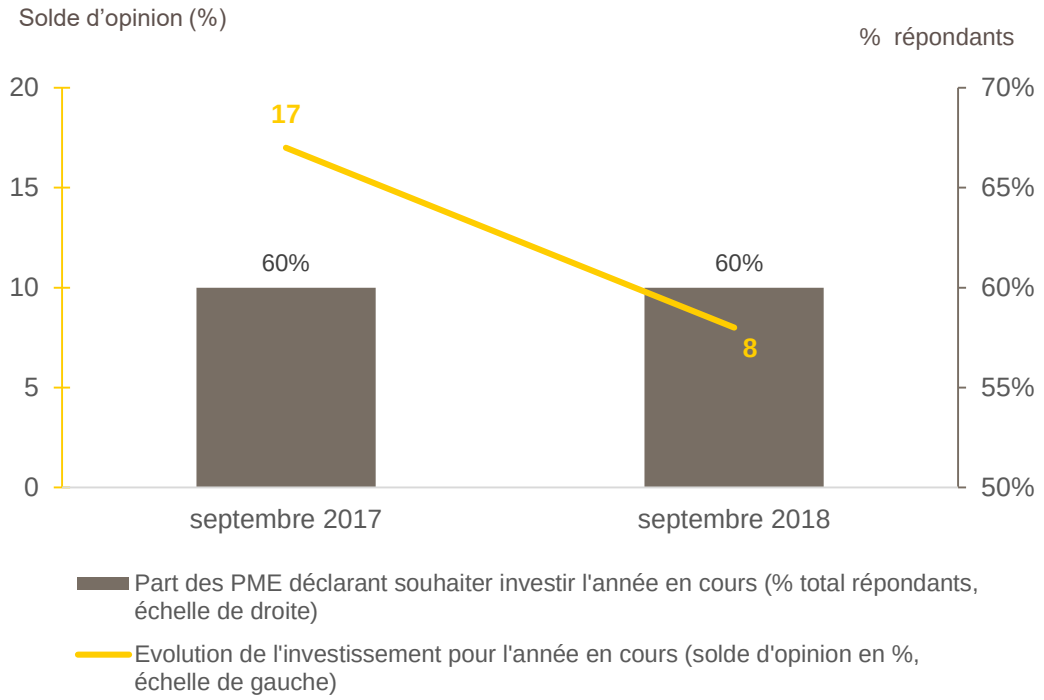
Au cours des 3 derniers mois, les PME ont peu modifié leur recours au crédit de court terme : 76% d'entre elles d'entre elles ont fait appel aux organismes de crédit pour financer leur exploitation courante après 74% et 75% aux 2 trimestres précédents. Toutefois, il est à noter que ce pourcentage est en hausse de 4 points sur 1 an.

Parmi les entreprises ayant sollicité un crédit de court terme, seules 12% ont rencontré des difficultés d'accès au financement, proportion toujours très faible et de nouveau en baisse par rapport aux trimestres précédents (-5 points sur an).

Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Investissement (1/2)

- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront…? En hausse / Stables / En baisse
- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

En septembre, 60% des chefs d'entreprise ont investi ou pensent le faire d'ici la fin de l'année, proportion stable par rapport à celle de septembre 2017 mais perdant 6 points par rapport au 1er trimestre 2018.

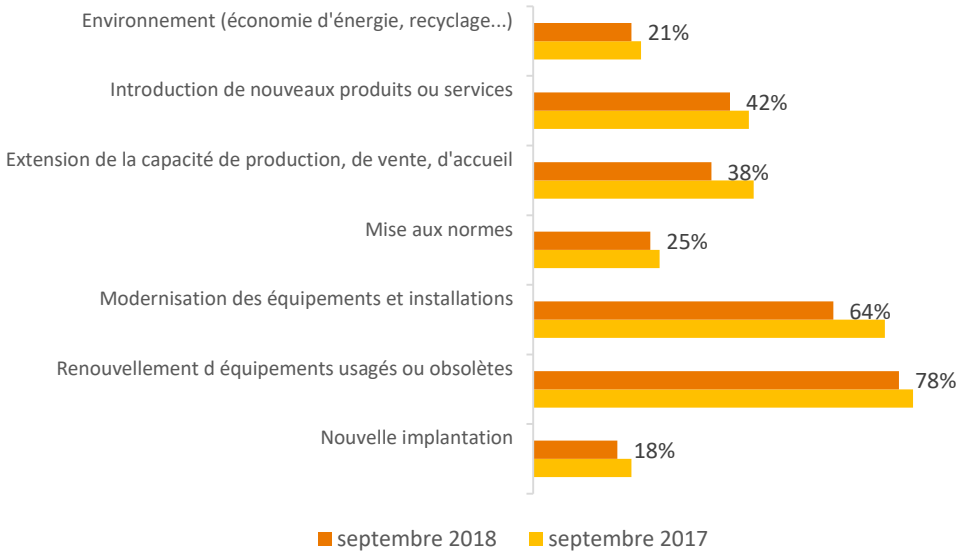
L'évolution anticipée des dépenses est toujours estimée en hausse mais affiche une croissance moindre qu'en septembre 2017, l'indicateur reculant de 9 points en un an (+8 après +17).

L'investissement des PME reste bien orienté mais sans accélération. Il s'opère dans un contexte de perspectives de demande soutenues et alors que le taux d'utilisation des capacités est élevé occasionnant des difficultés d'offre accrues dans la plupart des secteurs.

Investissement (2/2)

- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destinations(s) ?

% des répondants



Base : Répondants déclarant investir en 2018
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

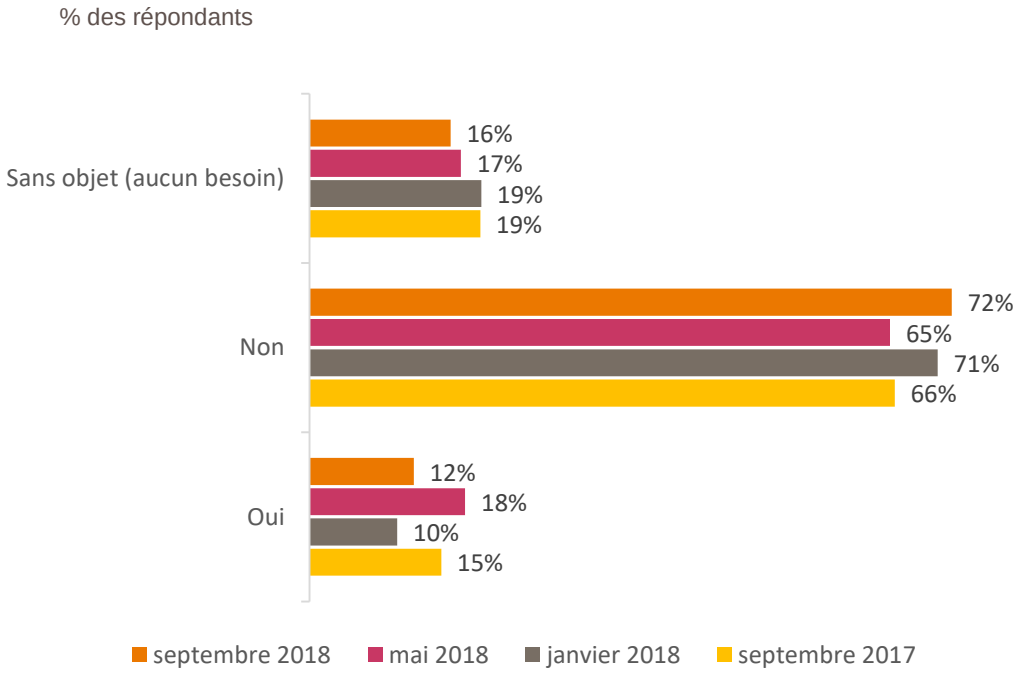
Les dépenses d'investissement restent essentiellement destinées au renouvellement et/ou à la modernisation des équipements et installations, (respectivement cités par 78% et 64% des PME déclarant investir).

L'introduction de nouveaux produits ou services, et/ou l'extension de la capacité de production, de vente ou d'accueil représentent une part non négligeable des budgets d'investissement (respectivement 42% et 38%).

De manière générale, les montants alloués aux investissements sont en diminution pour toutes les destinations. Ceux consacrés à la modernisation des équipements et des installations enregistrent la plus forte baisse (-11 points en 1 an).

Financement des investissements

- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?



Plus nombreuses qu'aux trimestres précédents, 84% des PME ayant l'intention d'investir au cours de l'année ou l'ayant déjà fait ont eu recours au crédit pour financer leurs investissements. Cette proportion progresse de 3 points sur 1 an.

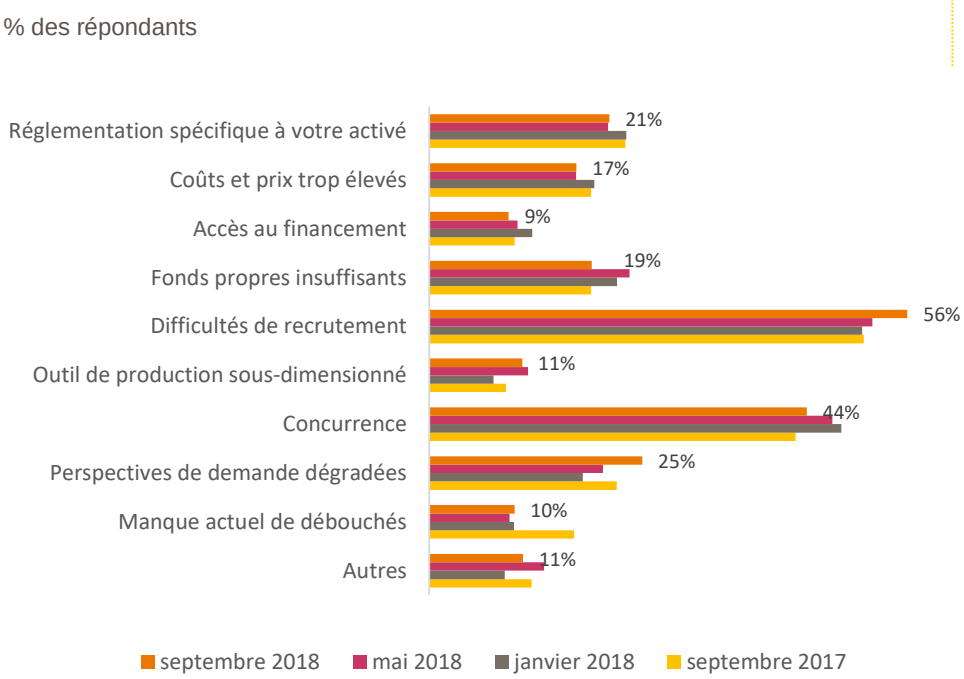
Elles sont moins nombreuses à signaler des difficultés pour financer leurs investissements au 3ème trimestre 2018. En effet, 12% en ont rencontrées, pourcentage en baisse de 6 points par rapport à celui du trimestre précédent (et de 3 points par rapport à septembre 2017).

↳ De même que pour le financement de l'exploitation courante, l'enquête confirme une facilité globale d'accès au crédit d'investissement pour les PME.

Base : Répondants déclarant investir en 2018
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Freins à la croissance

- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



Les difficultés de recrutement demeurent le principal frein à la croissance, citées par 56% des entreprises interrogées. Leur importance ne cesse de s'accroître par rapport aux trimestres précédents (+5 points sur 1 an). Elles figurent parmi les 3 contraintes les plus citées depuis le début du baromètre et sont en 1ère position pour la 5e édition consécutive.
La concurrence reste également un frein important mais dans une moindre mesure qu'aux trimestres précédents. Elle est citée par 44% des entreprises après 47% en mai dernier. Elle reste stable par rapport à septembre 2017 (43%).

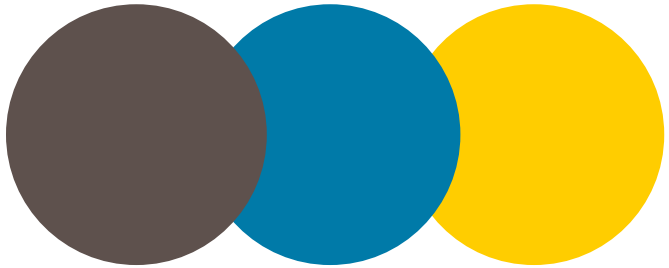
Viennent ensuite la dégradation des perspectives de demande (25%), en augmentation, la réglementation spécifique à leur activité (21%) et l'insuffisance des fonds propres (19%), moins pesantes. Le manque de débouchés comme les coûts et prix trop élevés n'apparaissent plus comme un obstacle majeur.

Parmi les autres freins, plus marginaux, la réglementation, les lourdeurs administratives et le manque de lisibilité de l'environnement fiscal et juridique sont cités plusieurs fois.

Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

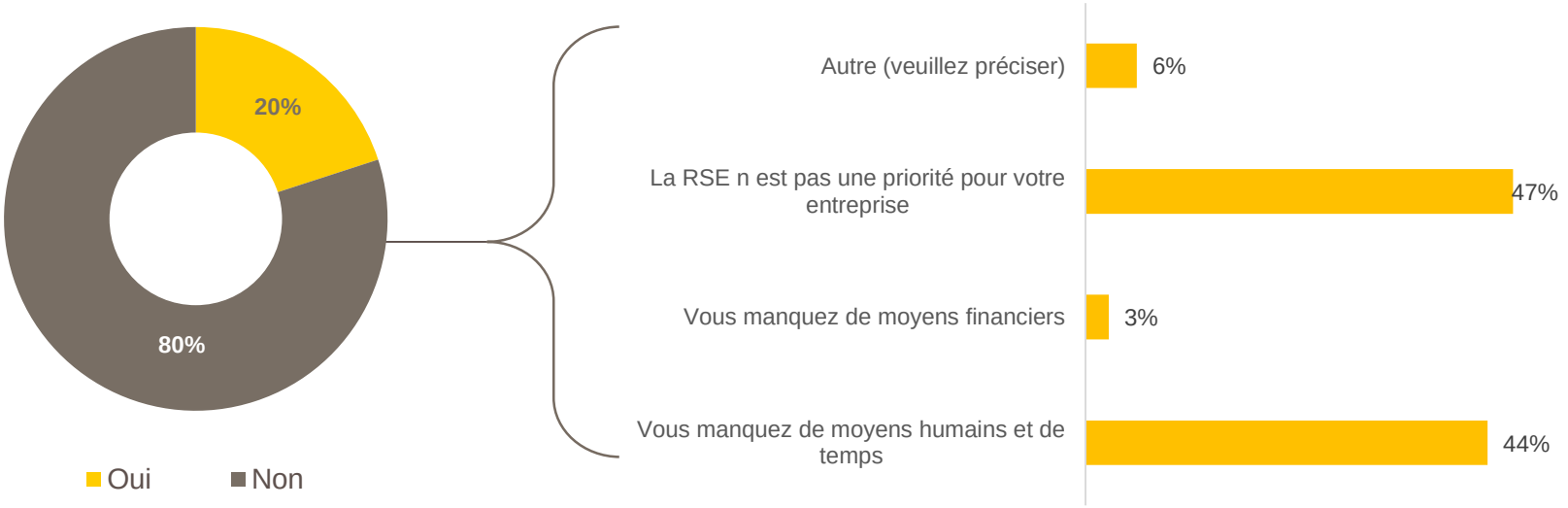
02.

Focus : PME et Responsabilité Sociétale de l'Entreprise



Responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) [1/4]

- **Question trimestrielle :** Avez-vous entamé une démarche de RSE (Responsabilité Sociétale de l'Entreprise)?
- [organisation du travail, utilisation durable des ressources, impact territorial, économique et social de votre activité loyauté des pratiques…]
- Si « Non », pourquoi ?

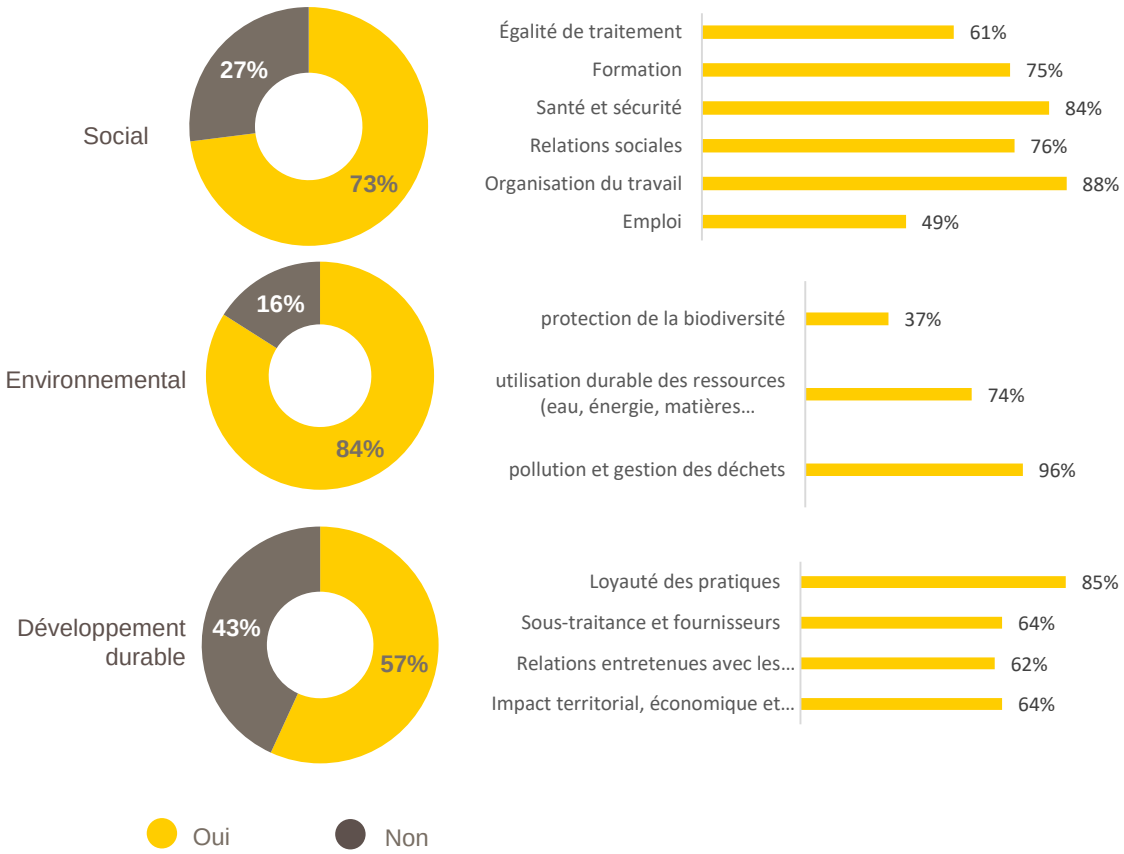


Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Une entreprise interrogée sur 5 a entamé une démarche RSE (proportion quasi stable par rapport à 2017: 23%). Pour les 80% restants, les deux raisons principales avancées restent inchangées par rapport à l'année dernière : la RSE n'est pas une priorité pour elles (47% après 45%) ou elles ne disposent pas de temps et de moyens humains (44% après 40%). Les difficultés de recrutement semblent être aussi un frein dans ce domaine.
Parmi les autres causes évoquées (9 % après 11%), l'ignorance ou la méconnaissance de la RSE est citée dans la moitié des cas.

Responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) [2/4]

- Si « oui » dans quels domaines ?



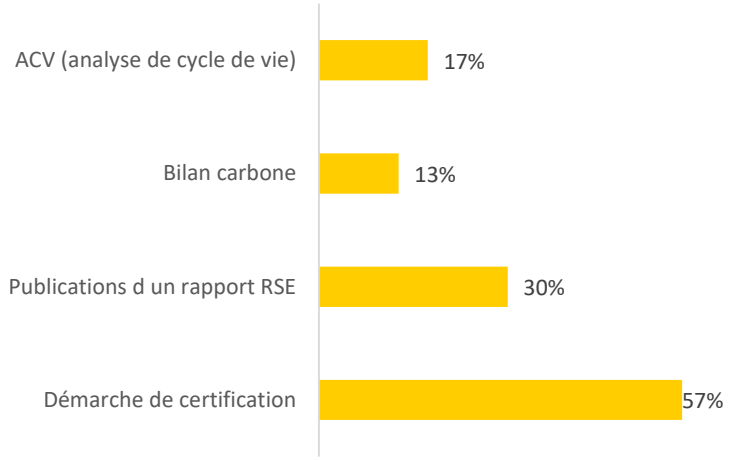
Parmi les PME ayant entamé une démarche RSE,

- 73 % (91% en 2017) ont mené des actions dans le **domaine social,** en priorité pour l'organisation du travail, la santé et la sécurité, puis pour les relations sociales et la formation. Ces orientations peuvent être la conséquence des difficultés de recrutement rencontrées par les entreprises et l'évolution de la réglementation sociale (Loi Pénicaud).
- 84 % (après 76%) dans le **domaine environnemental,** particulièrement pour la pollution et la gestion des déchets, et l'utilisation durable des ressources. Les PME sont beaucoup plus sensibles à la protection de la biodiversité qu'en 2017, 37% ayant entamé des démarches dans ce domaine contre 11% en 2017.
- 57 % (après 63%) dans le **développement durable** en priorité sur la loyauté des pratiques.

Base : Répondants ayant entamé une démarche RSE
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

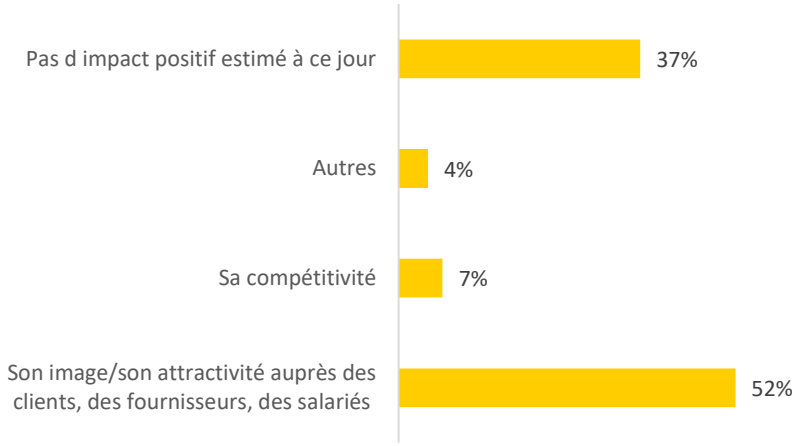
Responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) [3/4]

- Quels outils de la RSE mobilisez-vous ?



Les entreprises ont principalement entamé des démarches de certifications (57% contre 47% en 2017). Si la part d'entreprises à avoir publié un rapport RSE a diminué (30% après 37%), en revanche, celle des PME ayant effectué un bilan carbone a triplé en un an (13% après 4%).

- Cette démarche RSE a-t-elle pour votre entreprise un impact sur… ?

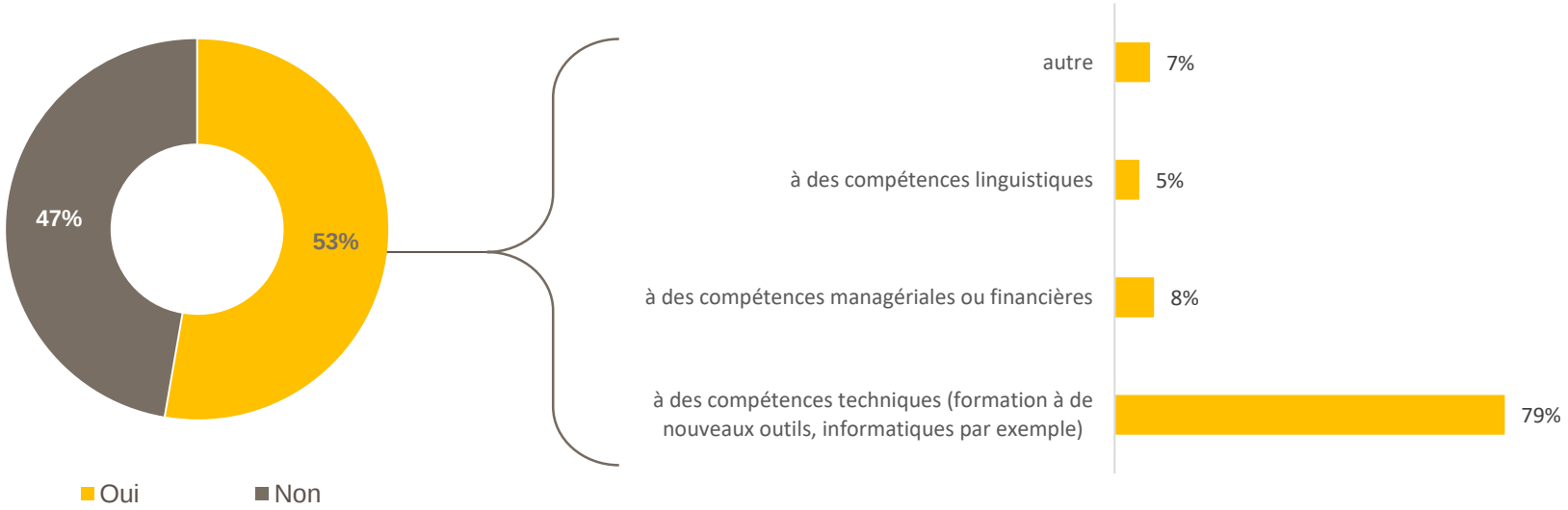


L'impact le plus important concerne toujours l'image et l'attractivité de l'entreprise auprès des clients, des fournisseurs et des salariés. Comme en 2017, plus du tiers d'entre elles n'ont pas encore constaté d'effet positif.

Base : Répondants ayant entamé une démarche RSE
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) [4/4]

- Votre entreprise a-t-elle un plan ou des objectifs particuliers en termes de formation continue de ses collaborateurs ?
- Si « Oui », dans quel(s) domaine(s) de formation ?

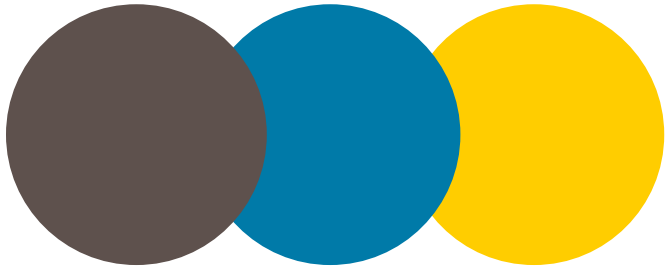


Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Plus de la moitié des chefs d'entreprise interrogés ont mis en place un plan de formation au sein de leur entreprise portant très majoritairement sur l'acquisition de nouvelles compétences techniques, les autres domaines notamment l'acquisition de compétences managériales ou financières (8% après 30%) devenant marginaux.

03.

Méthodologie



Interrogation par voie numérique du 10 au 17 septembre 2018. L'analyse porte sur les 440 premières réponses jugées complètes et fiables reçues.

Champ : PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire comporte **10 questions autour de trois axes**

- Trésorerie, délais de paiement, financement court terme
- Investissement, financement de l'investissement
- Freins à la croissance

et **une question thématique sur la Responsabilité sociétale de l'entreprise.**

Définitions

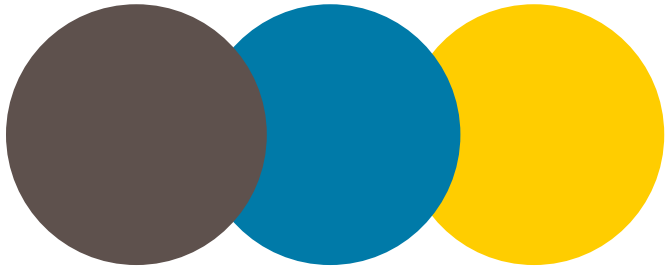
Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = [(x « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100
Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

04.

Au sujet de… Bpifrance Le Lab et Rexecode



Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprises, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprises dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

Bpifrance Le Lab

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles…) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

Rexecode